



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti **Socialiste** unifié

NUMÉRO 111
21 JUILLET 1962

0,40 NF

- **Impuissance de la coalition de l'Alma**

(Page 3)

- **Un vrai parti démocratique : le P.S.U.**

(Page 3)

- **L'Italie à l'heure de l'aventure à gauche**

(Pages 4-5)

- **Le nouveau gouvernement espagnol**

(Page 7)

- **Cinéma : "Congo Vivo"**

(Page 8)



(A.F.P.)

Après les chenilles du 14 Juillet, la force de frappe : de Gaulle se reconvertit.

LA BOURSE DES VALEURS D'AUJOURD'HUI

EN 1724, un arrêt du Conseil royal ordonnait qu'une bourse des valeurs réglementée soit instituée à Paris. Cette bourse a pris une importance d'autant plus grande, depuis le XIX^e siècle, que toute société de quelque importance émet des actions (à revenu variable) ou des obligations (à revenu fixe) auprès du public pour obtenir de l'argent frais. Toute action ou toute obligation constitue une partie de l'actif de la société et chaque détenteur d'un de ces titres a droit à figurer à l'assemblée générale de la société et touche un dividende annuel.

Cependant, les détenteurs de titres des sociétés peuvent éprouver, à un moment quelconque, le besoin de se débarrasser de leurs titres et des personnes ayant des disponibilités peuvent, au même moment, souhaiter acquérir de tels titres (sans attendre une nouvelle émission d'actions ou d'obligations). D'où l'utilité de la bourse des valeurs en régime capitaliste, qui permet de satisfaire les uns et les autres. Les sociétés elles-mêmes bénéficient de cette institution, car, si la bourse des valeurs ne leur rapporte aucun argent frais, son existence leur permet de placer d'autant plus facilement leurs titres dans le public (quand ils sont émis) que les souscripteurs savent qu'ils pourront rendre ces titres quand il leur plaira.

Mais à la bourse des valeurs, les titres ne s'échangent pas à leur prix coûtant d'émission : la loi de l'offre et de la demande à la bourse fait monter

les titres les plus demandés et baisser ceux où l'offre dépasse la demande. Ainsi, le détenteur d'un titre gagne non seulement le dividende qui lui est alloué par la société, mais aussi la différence entre le prix de vente de son titre et le prix d'achat si celui-ci a monté.

D'où la spéculation en bourse qui permet à certaines personnes, prévoyantes ou « bien averties », de faire des bénéfices énormes, mais qui, parfois, provoquent la ruine de ceux qui ont fait trop confiance à ce mécanisme.

Le fiasco le plus spectaculaire réalisé en Bourse de New York est le krach de 1929, qui a provoqué la grande crise de chômage dont le monde a souffert. Donc, deux dangers majeurs émanent de la bourse des valeurs :

- enrichissement sans cause des spéculateurs, augmentant le déséquilibre entre capitalistes et salariés et créant des plus-values sans accroissement de production correspondant ;
- effondrement entraînant toute l'économie dans sa chute.

L'année qui vient de s'écouler permet d'illustrer l'un et l'autre danger et de montrer les éléments qui agissent sur la bourse des valeurs mobilières. En gros, on peut distinguer deux phases :

- une hausse jusqu'en avril 1962 ;
- une baisse appréciable en mai et juin qui ramène le niveau des valeurs à celui du début de l'année 1961.

La hausse de la bourse

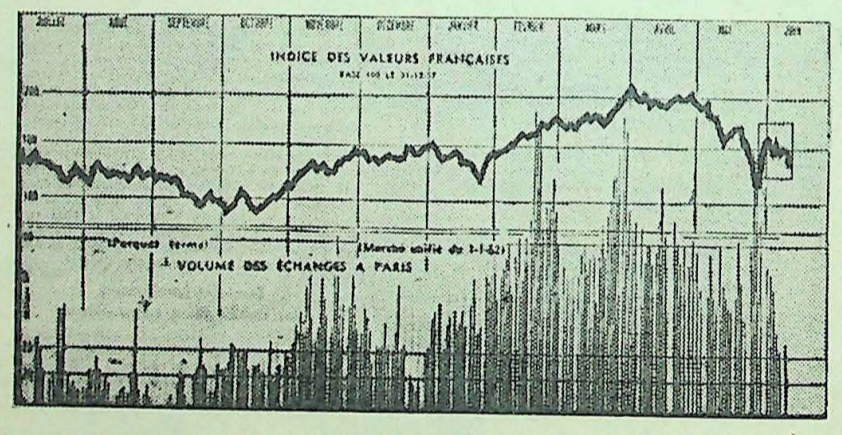
Depuis 1959, un mouvement de hausse continue a porté le niveau des titres mobiliers français de l'indice 400 à l'indice 796 en avril 1962, soit une augmentation de près de 100 p. 100 en trois ans.

Les causes de ce mouvement de hausse sont les suivantes :

- progression de la production dans la stabilité monétaire, impression que « l'économie du pays marche bien ».
- Les sociétés font des bénéfices importants qu'elles investissent en autofinancement ; l'étranger (Suisse, Allemagne, Etats-Unis) achète les valeurs françaises à la Bourse de Paris ;
- répartition des revenus favorables aux personnes jouant en bourse : tandis que le pouvoir d'achat des salariés regagne difficilement, en 1961, le

et des carnets de commande bien garnis pour 1962. En même temps que les négociations avec le F.L.N. se poursuivent, la présentation économique du gouvernement et l'analyse progressive du IV^e Plan suscitent des mouvements spéculatifs sur différents compartiments : électroniques, constructions, travaux publics, etc.

Au milieu de février, l'annonce d'un accord prochain pour la fin du mois donne une très grande fermeté à l'ensemble de la cote. Les pétroles continuent leur progression ainsi que les banques d'affaires. On note une reprise des constructions électriques et mécaniques, des valeurs automobiles et des produits chimiques ; les grands magasins et les métallurgiques parti-



niveau de 1957, les valeurs mobilières ont progressé de 60 p. 100 en deux ans et la hausse alimente la hausse ;

- réforme technique de la Bourse de Paris favorisant une hégémonie de la Bourse de Paris en Europe ;
- la bourse à confiance dans l'équipe au pouvoir ; de Gaulle ne lance pas le pays dans des aventures extrémistes et il fait une politique économique favorable au capital ;
- enfin, on voit se profiler la fin de la guerre d'Algérie. De la sorte, les valeurs françaises ont augmenté de plus de 25 p. 100 entre octobre 1961 et avril 1962.

Cet accroissement s'est réalisé de la façon suivante : Durant le mois de janvier, on assiste à un mouvement de baisse provisoire. Après une certaine hésitation au début de février, ce mois et le suivant sont marqués par un long mouvement haussier ralenti au début de mars par des prises de bénéfices.

Les causes profondes et technico-économiques de ce phénomène haussier ont été exposées ci-dessus. Mais l'éclairage politique a fait évoluer le marché boursier d'une façon variable selon les périodes.

A la fin de 1961 et durant tout le mois de janvier, la fluctuation de l'indice et sa baisse soudaine reflète l'incertitude politique qui possède les esprits à ce moment-là : devant la persistance des désordres en Algérie et la virulence de l'O.A.S. en métropole.

L'évolution favorable des pourparlers avec le F.L.N., évoquée au Conseil des ministres, les mesures strictes prises pour rétablir l'ordre détendent une atmosphère dans laquelle on annonce pour la plupart des sociétés des chiffres d'affaires en hausse pour 1961

cipent à ce mouvement dans une moindre mesure. Mais, en fin de mois, la proximité du cessez-le-feu envisagée ayant déjà été jouée, la bourse est préoccupée de savoir s'il sera appliqué. En mars, le volume des transactions fléchit traduisant cette expectative.

Ensuite, les attermolements d'Evian causent un ralentissement des échanges, bien que l'activité économique et les perspectives restent favorables. A la fin mars, l'annonce des accords d'Evian bénéficiant du « fait accompli », ne provoque pas de reprise du marché ; on constate même une certaine déception devant l'absence d'achats étrangers, les cours restent stationnaires.

C'est donc à fin mars et début avril que se situe le point le plus élevé des cours. En avril, on assiste à une certaine stabilité. La détérioration des rapports des deux communautés en Algérie et les prises de bénéfices limitent d'abord la montée de la bourse. L'annonce du recul des élections par de Gaulle dans son allocution du 6 avril provoque une grande déception et un certain recul des cours. D'autre part, le comportement extrêmement réservé des bourses étrangères et, en particulier de la Bourse de New York, commence à retenir l'attention de quelques commentateurs. Le volume des transactions est en diminution. Les pétroles cèdent à nouveau du terrain tandis que les grands magasins, les banques, l'automobile, la métallurgie et les comptoirs commerciaux sont encore, tour à tour, en vedette. Après la mise en place de l'exécutif provisoire, on assiste à une hausse généralisée, puis la tendance devient irrégulière jusqu'à l'annonce du référendum, qui s'accompagne d'une reprise dans le groupe des électroniques des grands magasins et des raffineries de pétrole.

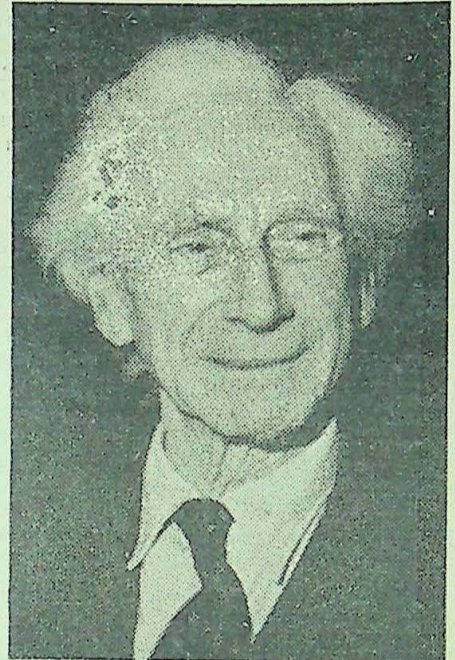
(A suivre.)

Le désarmement et la Paix

LE Congrès mondial, qui vient de se tenir à Moscou, marque un certain changement par rapport à tous ceux qui se sont réunis à l'instigation du Mouvement de la Paix depuis quelques années.

On sait que la reprise des essais nucléaires par le gouvernement soviétique avait créé une crise assez grave, notamment dans le Mouvement de la Paix français, où Emmanuel d'Astier de la Vigerie, Mme Yves Farge et quelques autres avaient démissionné de la présidence collective du Mouvement.

Il semble bien que les assises de Moscou aient tenu compte de ces divergences. L'appel mondial, qui a conclu les assises, est visiblement un texte de compromis, qui n'a pas manqué de tenir compte des remarques qui ont été faites en ce sens.



(A.D.P.)
Sir Bertrand RUSSEL.

Comme tous les textes de compromis, il est relativement anodin, mais le fait que tous les gouvernements soient mis sur le même pied, et qu'à aucun moment il n'apparaisse de condamnation du « camp impérialiste » montre l'étendue des concessions soviétiques.

Si la discussion générale avait été assez terne, et le discours de Jacques Madaule, pour la délégation française, peu compromettant, on n'avait pas été sans remarquer l'intervention d'un délégué américain qui, du haut de la tribune, avait très fermement condamné les essais nucléaires soviétiques. De même que le message de Bertrand Russell frappait par son anticonformisme.

En réalité, il semble bien que c'est en commission et dans les multiples contacts de couloir, inhérents à tout congrès, que s'est déroulé l'essentiel des discussions. Elles ont été longues et laborieuses, mais se sont déroulées dans un climat de franchise suffisant pour que, au bout du compte, l'unanimité ou presque (2 voix contre, sur 2.469 délégués et observateurs) ait approuvé le texte final.

En ce sens, ce congrès peut être considéré comme positif. Reste que l'on peut s'interroger sur ses suites. Il traduit, certes, une inquiétude générale. Mais après l'explosion atomique aérienne américaine, les Soviétiques semblent hésitants sur la politique à suivre.

La conférence de Genève, qui reprend ses travaux maintenant, nous donnera de nouvelles indications. Puisse la volonté du congrès être entendue.

M. Echeverry.

La "SALE" balance

LES cent trente activistes détenus à Saint-Maurice-l'Ardoise ont été libérés.

Dides peut, de nouveau, parader à Paris. Mais les anticolonialistes français, arrêtés du fait de leur activité en faveur des Algériens, restent, eux, en prison.

Ainsi, ils continuent d'être poursuivis pour avoir vu plus clair que d'autres. Et avant.

Il n'est pas admissible que pareil état de choses se perpétue. Qu'il s'agisse de France Binard, ou de Jean-Claude Paupert, qu'il s'agisse de tous les autres qui purgent au-

jourd'hui des peines de prison, il serait impensable que nous ne lançions pas la campagne nécessaire pour obtenir leur libération. Tous les anticolonialistes français doivent sortir de prison. Tous nos militants doivent se sentir concernés par cette affaire. Si les prisonniers de droit commun ont droit à des grâces, comment pourrait-on tolérer que les anticolonialistes ne soient pas réhabilités !

Publicité et Politique

LE poids des annonceurs sur la vie politique d'un journal inquiète souvent le lecteur.

L'annonceur, en général, s'en tient à des thèmes de vente qui ne risquent pas de créer de conflit.

Il n'en est pas de même de Ricard. Ce n'est pas sans quelque amusement que l'on pouvait voir la page de publicité de Ricard, dans le *Journal du Dimanche* et dans *l'Humanité-Dimanche*.

D'un côté, c'était « l'Europe en marche », de l'autre, « Un bond en avant ».

Là où « l'Europe de papa » était opposée à la « Jeune Europe », c'étaient vieux et jeunes, en général, qui étaient opposés.

Enfin si, dans le *J.D.*, Paul Ricard se vante du fait qu'il n'y a jamais eu grève dans son entreprise, dans *l'Humanité*, c'est le réseau commercial de l'entreprise qui est vanté.

Publicité ? ou mêmes choses dites et imposées, sous d'autres mots ?

Salazar sévit

ARLINDO VICENTE, un des dirigeants de l'opposition portugaise, vient d'être jugé et condamné.

Si, au départ, on pensait que la peine serait très sévère, la condamnation à deux ans de prison avec sursis montre que les choses bougent au Portugal.

Il devient impossible au dictateur portugais de s'attaquer délibérément aux opposants connus. Ou plus exactement, il ne peut plus obtenir les condamnations qui lui paraissent souhaitables.

Arlindo Vicente, qui s'était désisté au profit du général Delgado dans le cadre de précédentes élections, est un personnage trop connu, et trop unanimement respecté pour qu'il puisse être traité en vulgaire agitateur.

Si le pouvoir souhaitait une condamnation exemplaire, il n'a pu l'obtenir de ses juges.

L'opposition portugaise ne cesse de marquer des points. Nous y reviendrons.

Toute la péninsule ibérique est maintenant en mouvement.

Le billet de Jean Binot :

LE GRAIN DE SABLE

EN ce 14 juillet ambigu, les dieux se sont permis de contrarier le nôtre : il a fait si mauvais que les avions n'ont pu quitter le sol. Voilà qui fournit matière à réfléchir : ces armadas que l'on dit savantes et qu'une saute de vent condamne à l'immobilité... Dans le même temps, au Havre, le superpaquebot France demeure à quai et l'on désarme le navire, officiers et marins ayant mis sac à terre. En somme, l'intendance ne suit toujours pas.

Le monarque éprouvera moins de contrariété du côté de ses parlementaires, lesquels ne feront éclater nul pétard dont ils n'aient auparavant pris soin de mouiller la mèche. Si ces gens-là ne savent pas vivre, du moins savent-ils se survivre — et l'on gagne sa vie comme on peut. C'est égal ! ces avions qui ne s'envolent pas, ce navire qui ne vogue pas, n'est-ce pas là l'occasion de rappeler à M. de Gaulle ce vers désormais classique :

« Tout ici appartient au prince, hormis le vent. »

IMPUISSANCE DE LA COALITION DE L'ALMA

C'ÉTAIT aussi facilement prévisible et aussi généralement prévu que la victoire de Jacques Anquetil dans le Tour de France : l'Assemblée Nationale n'a pas voté la motion de censure ; l'opposition, quoique majoritaire, s'est bien gardée de renverser le gouvernement Pompidou.

Pourtant, si l'on considère le sujet du débat et les conditions dans lesquelles il était engagé, le gouvernement devait logiquement subir une défaite. La conception d'une force de frappe purement française heurte de front les conceptions européennes communes à la majorité des Indépendants, à la totalité du M.R.P. et de la S.F.I.O. Cette affaire était aussi une occasion pour les nouveaux opposants de contester l'ensemble de la politique internationale de de Gaulle, qui les inquiète parce qu'elle secoue la coalition Atlantique.

N'oublions pas enfin que le problème se trouvait posé au Parlement quelques semaines seulement après la rupture des ministères M.R.P. et que, tout récemment, 293 députés, soit beaucoup plus qu'il n'en faut pour ouvrir une crise, s'étaient comptés sur un texte qui était un réquisitoire contre la politique étrangère gaulliste. Toutes ces considérations devaient logiquement conduire au vote de la motion de censure.

De Gaulle, de son côté, s'est conduit comme s'il voulait lancer un défi à la coalition de l'Alma, qui tente de s'affirmer à

l'Assemblée. Il pouvait parfaitement laisser passer deux ou trois mois et ne faire voter les crédits pour l'usine de Pierrelatte qu'à l'automne, avec l'ensemble du budget de 1963. Mais il a voulu engager tout de suite cette petite épreuve de force.

Voilà précisément la clef de toute l'affaire et son intérêt pour nous.

Bien sûr, de Gaulle tient plus qu'à toute autre chose à sa force de frappe. Mais de surcroît, il a senti qu'il avait une excellente occasion de ridiculiser une fois de plus et encore un peu plus que précédemment, la coalition de l'Alma, le Parlement dans son ensemble, et les partis eux-mêmes.

Il savait qu'il disposait d'excellents atouts pour transformer cette motion de censure en simulacre de bataille, pour révéler que ceux qui l'avaient engagée étaient d'avance résignés à la perdre : crainte de la dissolution et d'élections en plein été, menace d'un référendum sur le sujet en litige, indifférence de l'opinion. Bref, il était en mesure de tirer à fond parti de toutes les armes que les opposants de fraîche date ont mises dans ses mains depuis quatre ans. Il a réussi.

Si cette petite guerre ne concernait que de Gaulle et la Coalition de l'Alma, si elle n'avait d'autre résultat que de déconsidérer celle-ci, nous pourrions nous satisfaire du rôle de spectateurs goguenards. Nous pourrions éprouver sans mélange la satis-

faction de voir les institutions de 1958 se retourner contre ceux qui ont fait le lit du Gaullisme.

Mais l'affaire nous concerne aussi dans la mesure où elle est un succès pour de Gaulle, où elle atteint au-delà des gens de l'Alma toutes les organisations représentatives, Parlement et partis aujourd'hui, de même peut-être aussi les organisations syndicales, où enfin elle permet au régime d'entretenir l'indifférence de l'opinion. La force et l'habileté de de Gaulle ont consisté depuis quatre ans à détraquer systématiquement tous les mécanismes de défense des libertés en évitant de paraître toucher aux libertés elles-mêmes. Par cette démarche insidieuse, il est plus dangereux dans la France d'aujourd'hui qu'une brutale tentative fasciste du style ancien.

C'est la tâche d'un parti comme le nôtre, qui s'est constitué dans le refus du gaullisme, de montrer les deux aspects de l'affaire : impuissance des partis qui ont capitulé en 1958, mais aussi renforcement de de Gaulle qui, avec persévérance, cherche à créer un vide politique total.

La conclusion s'impose d'elle-même : notre devoir est d'affirmer sans cesse la nécessité d'une lutte permanente et globale contre le régime et de trouver les mots d'ordre de nature à mobiliser les masses populaires pour constituer une véritable opposition.

Robert Verdier.

Un vrai parti démocratique : le P.S.U.

MES réflexions sur notre récent Conseil national, parues dans le précédent numéro de *Tribune Socialiste*, avaient été rédigées lorsque j'ai reçu, quelques minutes avant la grande presse (c'est un privilège que j'ai apprécié à sa juste valeur), une déclaration signée de quarante-sept camarades. Dans un bref P.S., j'ai indiqué que le Bureau national et moi-même, considérons comme inadmissible un tel procédé de discussion. Nos adversaires — et qui pourrait s'en étonner ? — ont largement utilisé ce document.

Le *Figaro*, qui, avec un zèle touchant, s'efforce de plus en plus de jouer le rôle d'organe officieux de la direction de la S.F.I.O., a pu écrire que des membres du P.S.U. — et non des moindres — me reprochaient aujourd'hui les méthodes que je flétrissais jadis, lorsqu'elles étaient employées contre mes amis par « l'appareil » de la cité Malesherbes ! *Carrefour* a imprimé, noir sur blanc, que le Conseil national avait été « tenu pour truqué » ! Pourquoi n'a-t-il pas ajouté qu'on y avait voté comme jadis à Alger, sous certains proconsuls. Bien sûr, les quarante-sept diront qu'« ils n'ont pas voulu cela » ! Mais ils devaient « prévoir cela ». Telle est la lourde responsabilité qu'ils ont assumée.

Le Bureau national, après m'avoir unanimement — mais oui, malgré tous les ragots colportés de bouche à oreille — approuvé, m'a donné le mandat d'exposer objectivement les faits dans le journal du Parti.

Quarante-sept camarades ont, au lendemain de notre Conseil national, fait savoir au monde entier que nos mœurs auraient été insuffisamment démocratiques. En présence d'une telle agression contre la direction du P.S.U. et contre la vérité, on croit rêver. J'avoue que je m'attendais personnellement au reproche inverse : celui d'avoir péché par excès de démocratie et je m'étais efforcé d'y répondre la semaine dernière. Peut-

on me citer, dans l'histoire du mouvement socialiste, en France ou à l'étranger, un parti qui a pris autant de précautions pour interroger tous ses militants, avant d'élaborer son programme ? On peut chercher — on ne trouvera pas.

Des commissions d'études ont préparé des textes, servant de base aux discussions. Le C.P.N., dont font partie plusieurs de nos censeurs, les a étudiés. Toutes les sections, puis toutes les fédérations, les ont reçus, ont eu la possibilité de les amender, de les modifier, de déposer des contre-projets. Les idées, les suggestions, les critiques ont librement circulé à l'intérieur du Parti.

Le Conseil national s'est tenu le 30 juin et le 1^{er} juillet. Des textes — trop nombreux, à mon gré (mais cela ne tient pas à une insuffisante démocratie, on en conviendra) — en sont sortis. Ils n'ont pas été « adoptés », mais après des votes indicatifs pour certains d'entre eux, sans aucun vote en ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux, et conformément aux propositions du Bureau national (également unanime sur ce point) que j'avalais fait connaître dans *Tribune Socialiste*, ils vont être l'objet de votes définitifs dans toutes les sections, avant d'être soumis à un congrès qui tranchera en toute connaissance de cause.

Telle est la stricte vérité : je défie qu'on puisse la contester sur un point quelconque. Mais ce qui est infiniment plus grave que l'injustice des critiques, c'est la manière dont elles ont été diffusées. Plusieurs signataires ont assisté aux réunions du C.P.N. et du Conseil national. Ils n'ont fait aucune réserve. L'un d'entre eux a été l'avocat chaleureux et éloquent des méthodes employées. D'autres se sont gardés d'assister aux réunions de leurs sections, de leurs fédérations et même, pour certains, des organismes centraux dont ils sont membres (un seul s'est fait excuser). Cela les disqualifie lorsqu'ils pré-

tendent s'ériger ensuite en conseillers politiques, redresseurs de torts. N'utilisant pas des possibilités de confrontation démocratique que le Parti leur offrait, ils n'ont pas hésité à critiquer, au dehors, non pas les décisions prises (aucune ne l'a été définitivement et la discussion est toujours ouverte), mais les conditions dans lesquelles on a travaillé en leur absence.

Aucun parti, digne de ce nom, ne peut tolérer de telles mœurs qui constituent la négation de la démocratie dont on se réclame. Plus on veut créer un parti « ouvert », plus on doit se rendre compte qu'il doit être non certes monolithique, mais uni, et plus on doit travailler à son indispensable cohésion. Tel est le vœu qui jaillit de toutes nos sections et que nous avons le devoir de faire respec-

ter. En portant publiquement des coups irréguliers au Bureau national et à la majorité qui l'a approuvé, c'est le parti tout entier qu'on a frappé.

Puis-je souhaiter qu'après cette indispensable mise au point nous n'ayons plus à parler de cette affaire et que nous puissions concentrer toute notre énergie contre nos communs adversaires ?

Ce ne sera pas utopique, si « le plus illustre des Français », membres du P.S.U., prend enfin une part active à nos débats, notamment à l'occasion de notre Congrès national des 1^{er}, 2, 3 et 4 novembre, où il pourra constater que notre démocratie intérieure permet l'expression de toutes les pensées.

Edouard Depreux.

COMMUNIQUÉ DU 12 JUILLET 1962

Le Bureau national du P.S.U. s'éloigne des termes de la déclaration rendue publique par un certain nombre de camarades au sujet des travaux du récent Conseil national.

Cette déclaration contient un certain nombre de contre-vérités et cause, en effet, un préjudice réel au P.S.U. en tentant de faire croire que la discussion engagée sur le programme du Parti n'aurait pas été conduite d'une manière réellement démocratique.

Il est, au contraire, sans exemple de voir un parti politique mettre à l'étude de l'ensemble des sections son projet de programme en prévoyant plusieurs stades de discussion permettant à chacun d'exprimer l'expression la plus large :

conseils nationaux préparatoires, vote des textes par les sections, congrès extraordinaire prévu sur l'examen de l'ensemble du programme.

Il est d'ailleurs remarquable que cette méthode de discussion ait été approuvée par plusieurs signataires de la déclaration récemment publiée et défendue par l'un d'entre eux à la tribune au dernier Conseil national, tandis que, malheureusement, d'autres camarades signataires se sont abstenus de participer jusqu'ici à toute discussion sur le programme.

Le Bureau national du P.S.U. s'élève donc contre de telles méthodes qui ne reposent que sur la recherche de la publicité.



(Archives)
Restes d'une bataille nocturne entre grévistes et non grévistes à Turin.

LITALIE ne fait plus figure de pays déshérité. Du moins l'Italie du Nord, avec ses plaines opulentes, ses villes où le regard du visiteur n'est pas attiré seulement par les monuments, mais aussi par l'élégance des passants, la circulation des voitures, la richesse des étalages, l'envolée des immeubles hérissés d'antennes de télévision. Tout cela donne une impression de dynamisme et de confort. On est loin de l'aridité et de la misère du Sud, des ruelles sordides de Naples et de Palerme où la splendeur des églises ne fait pas oublier la pauvreté des maisons d'habitation.

L'économie italienne progresse actuellement plus vite que celle des autres pays du Marché commun.

En dépit des efforts faits pour industrialiser le Mezzogiorno et la Sardaigne, le point noir demeure le sous-développement d'une partie importante du pays, en particulier la Sicile sur le sort de laquelle Danilo Dolci a tenté d'attirer l'attention de façon spectaculaire.

En Sicile, l'arriération de l'économie va de pair avec celle des mœurs. La mafia continue d'y régner et de bénéficier d'étranges complicités, ainsi qu'en témoigne un procès récent dans lequel on a vu impliqué des moines et à l'issue duquel une respectable veuve a renoncé aux poursuites contre les hommes de la mafia qui avaient assassiné son mari.

C'est un fait que le néo-capitalisme, s'il n'a pas supprimé en Italie le chômage, tout en le réduisant très sensiblement, s'il s'est traduit dans un développement très inégal des différentes régions ou branches d'industrie, n'en a pas moins permis, comme en France, une amélioration très importante du niveau de vie moyen au cours des dix dernières années. Cela ne peut pas ne pas avoir de répercussions sur le plan politique. La société italienne bouge. Elle peut de moins en moins tolérer les zones de misère, de retard économique et social qui existent dans le pays. Les éléments les plus dynamiques de la Démocratie chrétienne — parti quasi majoritaire qui englobe toutes les classes de la société italienne — sont amenés ainsi à s'opposer de plus en plus aux éléments conservateurs et à se tourner vers les socialistes qui n'avaient pas prévu l'expansion économique actuelle et qui voudraient échapper à une opposition stérile.

Telles sont les conditions objectives de la politique « d'ouverture à gauche » pratiquée par le gouvernement Fanfani avec l'appui des socialistes, politique plus solide qu'on ne pourrait l'imaginer lorsqu'on considère les contradictions qui existent au sein de la Démocratie chrétienne.

Partisans et adversaires de « l'alternative à gauche »

LA recherche d'une « alternative à gauche » fait suite à quinze années de luttes très vives entre la Démocratie chrétienne au pouvoir avec quelques satellites (libéraux républicains, sociaux-démocrates) et l'opposition socialo-communiste. Cette nouvelle politique résulte avant tout d'une évolution intervenue au sein du plus grand parti italien, parmi les masses qu'il influence mais aussi dans les cercles dirigeants, chez « ces jeunes

technocrates mûris par l'exercice du pouvoir » qu'évoquait devant moi un membre du Parti communiste italien, ajoutant qu'ils avaient « peu de choses en commun » avec les conservateurs de la Démocratie chrétienne (de même que, chez nous, la C.F.T.C. est, dans l'ensemble, plus forte que F.O.).

Les têtes plus marquantes des conservateurs de la Démocratie chrétienne sont M. Scelba, ancien ministre de l'Intérieur, et M. Pella, ancien président du Conseil. Le nouveau président de la République, lui-même, M. Segni, ne bénéficie pas auprès de la gauche du même préjugé favorable que son prédécesseur, M. Gronchi. Cependant, la droite démocrate chrétienne n'ose pas combattre ouvertement la politique « d'ouverture à gauche » et ses représentants au Parlement ne voteront pas contre la nationalisation de l'électricité à laquelle elle avait tenté de s'opposer au congrès de la Démocratie chrétienne, à Naples.

En dehors de la Démocratie chrétienne, participent au gouvernement le « centro-sinistra » (centre gauche), les républicains et les sociaux-démocrates de Saragat. Les premiers peuvent être assimilés aux radicaux de gauche français et les seconds aux socialistes mollétistes. Ils sont assez faiblement représentés au Parlement. Chez les socialistes nennistes — qui ont constitué un « cabinet fantôme » pour se préparer à l'exercice du pouvoir — il semble que les tendances les moins favorables au gouvernement Fanfani entendent maintenant, comme l'ensemble du Parti, le juger à ses actes.

Quant aux communistes qui collaborent

avec les socialistes dans les syndicats et sont liés à eux par le souvenir de longues années de lutte commune, ils appuieront les mesures futures décidées par le centre gauche, tout en redoutant que cette expérience « réformatrice » n'éloigne les socialistes d'une perspective de transformation globale de la société.

Les adversaires les plus déterminés de la politique de « centre-gauche » ne se situent donc pas dans la droite de la démocratie chrétienne, mais chez les libéraux — si l'on excepte l'extrême-droite monarchiste et néofasciste dont les forces ne sont pas considérables, surtout dans le nord du pays. Celles du Parti libéral ne le sont pas non plus sur le plan parlementaire, mais cette formation, qui a rompu avec la Démocratie chrétienne depuis « l'ouverture à gauche », est liée à la grande industrie.

Le Parti libéral a une façon nuancée d'exprimer ses critiques : une de ses affiches représente le signor Fanfani discutant avec le signor Nenni, sous l'œil sarcastique du signor Togliatti, qui serait le véritable bénéficiaire de l'« ouverture à gauche » ; l'image d'un camp de concentration vient illustrer cette évidence sur la même affiche.

Cependant l'expérience, du centre-gauche serait soutenue par certains dirigeants d'industrie appartenant au secteur néo-capitaliste : par Mattei, cette curieuse figure de technocrate et de capitaliste d'Etat, et aussi, dit-on, par la Fiat. Par contre, pour la première fois depuis la guerre, l'organisation nationale du patronat italien se montre hostile à un gouvernement...

Les récentes élections municipales

CEST dans ce contexte politique que se sont déroulées, les 10 et 11 juin, des élections municipales partielles dans cent cinquante-sept communes, réunissant trois millions d'électeurs, parmi lesquelles Rome, Naples, Pise. Il s'agissait de communes dont les municipalités n'avaient pu trouver de majorité, par suite de l'incapacité de la Démocratie chrétienne de choisir ses alliés à gauche (socialistes, communistes) ou à droite (néo-fascistes, monarchistes). Ces municipalités ingouvernables avaient été dissoutes par le précédent gouvernement.

Coïncidant avec les débuts de l'expérience de centre-gauche, ces élections municipales revêtaient une importance politique certaine.

M. Fanfani affirmait sa volonté de tenir ses promesses et de lever par une politique de progrès « l'hypothèse communiste pesant sur la vie politique italienne ». La droite l'accusait au contraire de faire le jeu des « marxistes ». La fièvre pré-électorale, la fougue méditerranéenne contribuaient à grossir l'enjeu. Le sort de l'Italie allait dépendre des résultats de cette consultation.

En fait, les vainqueurs furent deux petits partis : les sociaux-démocrates et les libéraux (qui représentaient chacun moins de 5 % du corps électoral). Les perdants furent les démocrates chrétiens et les communistes (pour la première fois dans l'histoire de la jeune république).

Les libéraux, qui ont doublé le nombre de leurs voix, ont progressé — en particulier à Rome — au détriment de la Démocratie chrétienne. Mais celle-ci n'a perdu qu'à peine 2 % des voix (47 % à Rome) ; alors que les observateurs politiques estimaient que les sociaux-démocrates perdaient 5 % pour remettre en cause « l'ouverture à gauche ». Ses dirigeants, qui s'attendaient à un recul, ont confirmé que celui-ci n'était pas suffisant pour être interprété comme un désaveu des électeurs. Toutefois, les controverses entre la droite et la gauche de la Démocratie chrétienne sont avivées par ces résultats.

Quant aux sociaux-démocrates, leurs progrès (sensibles à Rome et à Naples), ne peurent que les convaincre du bien-fondé de la nouvelle politique de Saragat (critiquée par l'aile droite du Parti qu'anime l'ex-communiste Réale). Saragat, qui fut le candidat de la gauche, lors de l'élection présidentielle, avait été attaqué par les conservateurs italiens qui lui reprochaient d'avoir accepté les liens qui lui reprochaient d'avoir accepté les voix communistes. Interrogé à ce sujet par un journaliste monarchiste à la télévision italienne, il répondit en rappelant que la Démocratie chrétienne avait elle-même constitué un gouvernement avec l'appui des fas-

L'ITALIE A L'HEURE DE L'ALTERNATIVE

cistes. Il ajouta, à propos de l'expérience Fanfani, que si les communistes apportaient leurs voix à un projet de loi qui lui paraissait juste, il ne voyait pas pourquoi il faudrait refuser.

De leur côté, les socialistes nennistes ont maintenu en gros leurs positions (reculant à Rome, mais progressant à Naples). Par contre, Togliatti a reconnu publiquement le recul des communistes (qui s'est manifesté notamment à Rome, à Naples et à Bari). A noter qu'actuellement dans le nord du pays, les socialistes et les communistes ont la majorité à Bologne mais sont dans l'opposition à Turin (gouvernée par les démocrates chrétiens et les sarragatiens).

A Milan, les communistes sont le plus souvent dans l'opposition, les socialistes s'étant alliés à la Démocratie chrétienne.

A Rome, le centre-gauche ne dispose pas de la majorité absolue à la suite de la dernière consultation. Il ne peut gouverner sans le soutien des communistes. La Ville éternelle, où les néo-fascistes demeurent une force importante.

Dans l'ensemble, en dépit du léger recul de la Démocratie chrétienne, les électeurs ont approuvé l'expérience de « centre-gauche ».

Le centre-gauche à l'épreuve

LE point essentiel du programme du centre-gauche est constitué par la nationalisation de l'énergie électrique dont on espère qu'elle favorisera, par un abaissement du coût de l'électricité, l'industrialisation du Sud. En outre, elle devrait permettre une coordination des efforts, qui ont pour but d'élever la production de 70 milliards de kW/heures en 1962, à 120 ou 130 milliards en 1970 et cela en partie grâce à la construction de trois centrales atomiques qui viendraient compléter les usines hydrauliques et thermiques. Ces trois centrales sont en chantier ; par la nationalisation de l'électricité s'ajoutant à celle du pétrole et du gaz naturel, l'Italie entend tirer le meilleur parti possible de ses ressources énergétiques.

Cependant, les intérêts privés résistent par des manœuvres spéculatives à la Bourse et par une opposition véhémement au Parlement.

Alors que la gauche voulait que la nationalisation se fasse par décret-loi, puis en conseil des ministres, le gouvernement Fanfani devra se contenter de faire voter une loi-cadre par le Parlement, une fraction importante de la Démocratie chrétienne s'étant montrée hostile à la première procédure. La prise en considération d'urgence du projet de loi a été votée par la Chambre : 417 voix se sont prononcées pour, contre 38 (celles des libéraux, des néo-fascistes et des monarchistes). Mais il convient de noter que 140 députés environ, appartenant pour la plupart au parti de M. Fanfani, ont refusé de voter. La moitié des votes favorables au gouvernement provenaient des communistes et des socialistes nennistes.

M. Fanfani s'est également engagé à faire aboutir avant l'automne un projet de loi sur

l'autonomie administrative des régions, laquelle devrait stimuler leur essai économique.

Le gouvernement de centre-gauche entend prendre, d'autre part, certaines mesures en faveur des femmes travailleuses qui, lorsqu'elles se marient, perdent souvent leur emploi dans le secteur privé, les patrons redoutant d'avoir à payer des salaires en cas d'arrêt de travail pour grossesse. La Sécurité sociale pourrait alors contribuer au versement.

Dans le domaine économique, les socialistes souhaitent la mise en œuvre d'une planification indicative. Ils étudient les moyens de permettre au pays de choisir entre plusieurs options de développement. Un récent débat a failli mettre en cause l'existence du gouvernement Fanfani et posé un difficile problème aux socialistes. Il s'agissait de la censure sur les spectacles qui existait en vertu d'une loi de 1923, permettant à l'Etat d'interdire ce qui pouvait être considéré comme portant atteinte aux bonnes mœurs, à la religion...

La révision de cette loi, qui avait déjà été différée, venait cette année en discussion

Au début du mois de juin, les cours ont été suspendus pendant trois jours dans les écoles secondaires. Naturellement favorables à toutes les mesures qui pouvaient être prises en faveur de l'enseignement, les socialistes obtinrent que le « plan de l'école » fût discuté par le Parlement. Cependant, une grève des assistants d'université a éclaté à Rome.

A noter qu'aux termes de la loi, les maîtres des nombreuses écoles confessionnelles qui existent en Italie doivent bénéficier des mêmes salaires que leurs collègues de l'enseignement public, mais les écoles privées sont loin de toujours respecter cette disposition. En ce qui concerne la réforme des cours, les socialistes ont obtenu que le cas de l'enseignement confessionnel soit réservé.

La situation sociale

EN dépit de l'expansion économique tout à fait remarquable que connaît leur pays, les travailleurs italiens se plaignent d'avoir, en moyenne, des salaires plus bas que ceux de leurs camarades des autres pays du Marché commun. Il est vrai qu'il y a comme en France, et sans doute plus qu'en France, une grande inégalité de salaires selon les industries, les régions, les entreprises, etc.

Quoi qu'il en soit, la conjoncture économique et politique est favorable au développement de l'action revendicative.

Cette dernière se manifeste aussi bien dans le secteur public, que dans le secteur

privé; aussi bien dans les industries de base que dans le tertiaire.

Dans le secteur public, des grèves ont été évitées de peu chez les cheminots. Et si le calme règne dans les industries dirigées par Mattei, en revanche les hauts fonctionnaires de l'Etat sont très mécontents et ils n'hésitent pas à se mettre en grève à l'appel de leur syndicat.

Dans le secteur privé, plusieurs grèves ont revêtu un tour violent. C'est ainsi qu'un ouvrier a été tué à la fin de mai par les carabinieri, dans la région de Rome. Les syndicats demandent au gouvernement de désarmer la police en cas de conflit social.

Les ouvriers agricoles, particulièrement défavorisés, ont fait plusieurs grèves de vingt-quatre heures et plus, et l'agitation règne également dans la métallurgie où l'action revêt un caractère plus centralisé qu'en France, les revendications n'étant guère différentes: semaine de quarante heures en cinq jours, augmentation des minima de base, élimination des licenciements arbitraires, respect des droits syndicaux à l'intérieur de l'entreprise. C'est ainsi qu'un premier mouvement de 24 heures avait eu lieu le 13 juin dernier, à la veille de pourparlers entre les syndicats et le patronat de la métallurgie. Quelques jours avant cette grève, le camarade Foa, un des dirigeants de la C.G.I.L. (la C.G.T. italienne), me faisait part du climat de lutte existant dans les entre-



(A.D.P.)
M. FANFANI.



(A.D.P.)
M. SEGNI.

prises, soulignant en particulier l'enthousiasme des jeunes.

Depuis lors, une seconde grève de quarante-huit heures a été suivie les 26 et 27 juin, par un millier de métallurgistes de l'industrie privée à l'appel des trois centrales.

L'usine Fiat de Turin, bastion du néo-capitalisme, a été touchée par la grève, ce qui n'était pas arrivé depuis des années. Sous prétexte d'éviter des incidents entre grévistes et non-grévistes, les dirigeants de la Fiat avaient procédé à la fermeture de l'usine et le lock-out avait été également décidé dans une quarantaine d'entreprises de la région de Turin. Les communistes et les socialistes ont interpellé à la Chambre le gouvernement à ce sujet. Une nouvelle grève a eu lieu les 7, 8 et 9 juillet.

Par ailleurs, toujours en juin, l'Italie a été privée de journaux à deux reprises, pendant quarante-huit heures, du fait de la grève des travailleurs du livre.

Problèmes du mouvement ouvrier italien

PLANIFICATION, décentralisation économique, nationalisation de l'énergie, telles sont les préoccupations de la gauche italienne, telles qu'on les retrouve dans le programme du gouvernement de centre-gauche. Cependant les socialistes et les communistes s'interrogent sur le contenu des nationalisations qui, transférant le pouvoir économique sinon politique aux mains des technocrates de l'Etat, leur semble revêtir un caractère peu démocratique.

Ils sont aussi préoccupés par les conséquences du Marché commun dont ils soulignent le caractère irréversible. Ils reconnaissent la souplesse et la faculté d'adaptation qui caractérisent le capitalisme moderne et insistent sur la nécessité, pour faire face à celui-ci, d'une action des organisations ouvrières sur le plan européen. La C.G.I.L., dont nous avons déjà mentionné les positions originales au congrès de la F.S.M., se refuse à participer à la campagne déclenchée par celle-ci contre le Marché commun.

Dans le domaine international, le gouvernement Fanfani ne s'est évidemment pas rallié aux vues neutralistes des socialistes. Toutefois, s'il multiplie les déclarations de fidélité à l'égard de l'Alliance atlantique, il pratique une politique assez ouverte à l'égard de l'U.R.S.S. et des pays du Tiers-Monde. La « cordialité » de ses rapports avec l'U.R.S.S., qui s'était manifestée en particulier par le voyage de Fanfani à Moscou, a attiré l'attention du ministre américain Dean Rusk lors de son passage à Rome.

Il est vrai que cette politique repose avant tout sur des bases commerciales; les échanges italo-soviétiques sont déjà importants et doivent s'accroître au cours des prochaines années.

On sait que Mattei, en lutte contre le Cartel international du pétrole, n'hésite pas à importer d'U.R.S.S. le précieux liquide, de même qu'il s'efforce de passer avec les Etats du Tiers-Monde des accords particulièrement favorables à ceux-ci, ce qui fait dire à la gauche italienne que son anti-colonialisme a une odeur de pétrole. Mais, là encore, la gauche doit reconnaître que le capitalisme a su s'adapter et elle s'interroge, à propos du drame algérien, sur les responsabilités des partis traditionnels en matière de récolonisation.

Alors que je me trouvais en Italie, au début de juin, la presse consacrait de gros titres aux événements d'Algérie, en particulier aux activités de l'O.A.S. Elle a souligné l'appui que trouvait, en Italie, l'organisation ultra après des néo-fascistes qui manifestent un regain d'activité. C'est ainsi que des explosifs ont été découverts lors des perquisitions au siège d'organismes d'extrême-droite poursuivis pour tentative de « reconstitution du parti fasciste ».

Toutefois, s'ils s'inquiètent de la situation en France, des difficultés qu'a la gauche de trouver une solution de rechange au gaullisme, nos amis italiens sont enclins à penser que l'ère du fascisme classique est révolue, ce qui n'exclut pas de nouvelles formes d'autoritarisme dans une société où le pouvoir économique et le pouvoir politique tendent à se confondre à travers l'Etat.

M. Combes.

ITALIE VENTURE A GAUCHE

devant le Parlement. Les socialistes étaient pour la suppression de toute censure, mais les démocrates chrétiens entendaient maintenir une censure cinématographique, moyennant une certaine atténuation de la loi de 1923 et une participation des représentants de la profession à l'organisme de censure. Fanfani posait la question de confiance, engageant l'existence de son gouvernement sur un problème malgré tout secondaire. Les socialistes s'abstinrent, pour ne pas renverser le gouvernement qui, par ailleurs, supprimait la censure pour les théâtres et levait l'interdiction pesant sur deux films: un film sur l'histoire du fascisme, réalisé par trois critiques de *L'Avanti*, journal socialiste et « Tu ne tueras point », de Cl. Autant-Lara (film sur l'objection de confiance, interdit en France). Seuls, les communistes votèrent pour la suppression de toute censure.

Le gouvernement de centre-gauche rencontre également des difficultés sur le plan social où les conflits se multiplient, le plus grave pour le gouvernement étant celui de l'enseignement. La misère de celui-ci semble encore plus grande que celle qui existe en France (on m'a cité des classes atteignant jusqu'à soixante élèves). Un effort particulier avait été décidé pour améliorer les salaires des enseignants en 1962 et en 1963. En désaccord sur les promesses faites par le précédent gouvernement, le syndicat laïque de l'enseignement a pris une position de combat.



(Archives)

« Plus de pouvoir aux ouvriers ».

Congrès National du P.S.U.

Nous rappelons que le congrès national du P.S.U. a été fixé aux 1^{er}, 2 et 3 novembre 1962.

Le C.P.N., au cours de sa réunion du 3 juin, a établi l'ordre du jour de ce congrès.

- 1°) Rapport statutaire sur l'activité du Parti;
- 2°) Rapport sur l'orientation du Parti: situation politique; perspective et objectifs; analyse des forces sociales; détermination des mots d'ordre mobilisateurs pour la réalisation des objectifs;
- 3°) Moyens d'action pour l'application de l'orientation générale: organisation du Parti; organisation des relations avec les autres forces populaires; conséquences sur le plan des structures;
- 4°) Vote des conclusions sous la forme générale commune aux points 2 et 3 ou de résolutions séparées, suivant la décision du congrès;
- 5°) Election des organismes nationaux du Parti.

Le PSU aura sa maison

L'abondant courrier que reçoit quotidiennement Jacques Bueno est réconfortant. Des amis et des sympathisants, de plus en plus nombreux, comprennent que, pour travailler dans de bonnes conditions, le P.S.U. a besoin de sa maison. Aussi, les chèques et les mandats affluent-ils. Des camarades, de ressources modestes, se cotisent pour couvrir des parts de la Société civile immobilière (chaque part est de 50 NF). Adresse de Jacques Bueno, 3, allée Tristan-Bernard, à Pantin (Seine), C.C.P. 1752-01 Paris.

Les initiatives de tout genre se multiplient.

L'effort ne doit pas être interrompu pendant les vacances pour que nous puissions avoir notre maison à la fin de l'année.

Merci à tous.

Edouard Depreux.

Communiqué

La Commission exécutive fédérale a pris connaissance avec regret de la « Déclaration » remise à la presse par quarante-sept camarades, invoquant leur qualité de membres du P.S.U. Elle regrette, sur un plan plus général, et sans vouloir prendre pour

l'instant position sur le fond de la déclaration citée, que des camarades effectivement membres du Parti, et qui avaient, lors des débats préparatoires au Conseil national, toute possibilité pour développer les critiques qu'ils font aujourd'hui ne l'aient fait à aucun moment ni dans leurs sections, ni lors du Conseil fédéral, ni lors du Conseil national, mais aient attendu aujourd'hui pour faire connaître par la voie de la grande presse leur désaccord sur le plan des méthodes et du fond.

Elle considère comme particulièrement inadmissible que des camarades isolés et nullement mandatés puissent déclarer publiquement à l'extérieur du Parti qu'il font toutes réserves sur des textes votés par un Conseil national. De tels procédés ne peuvent être tolérés dans un parti socialiste.

Prenez des contacts PSU pendant vos vacances

Nous avons publié dans un de nos derniers numéros un vœu de la section de Bandol (Var) demandant que les militants de passage dans la région à l'occasion des vacances prennent contact avec les organismes locaux du P.S.U. Cet appel a déjà été entendu par plusieurs camarades.

Reprenant à notre compte, pour l'ensemble du parti, le vœu de la section de Bandol, nous demandons à tous nos camarades de mettre à profit leurs déplacements de vacances pour multiplier ce genre de contacts. Ceci vaut, bien entendu, pour ceux qui se rendent à l'étranger.

Un appel

Daniel Guérin, pour la rédaction de ses Mémoires, serait très reconnaissant aux militants qui pourraient lui prêter une brochure de lui, dont il n'a plus d'exemplaire: Au secours de Ta-Ihu-Thau! rapport à l'assemblée du Secours international Solidarité-Liberté du 13 janvier 1938.

PETITES ANNONCES

- TRES URGENT. Camarade cherche Paris studio ou chambre libre de suite à moins de 200 NF.
- Camarade P.S.U. de province montant à Paris cherche 1 ou 2 pièces cuisine. Ecrire au journal qui transmettra.
- Camarade P.S.U., 36 ans, divorcé, milieu ouvrier, correspondrait vue mariage jeune femme. Ecrire au journal qui transmettra.

Livres

"TROSKY, le prophète armé"

par Isaac Deutscher

à la prise du pouvoir par le prolétariat. Ce faisant il bouscule les démonstrations classiques marxistes qui établissent la succession inéluctable des révolutions bourgeoises et socialistes.

En même temps et contrairement à Lénine qui compte avec l'énergie des moujiks, Trotsky ne considère pas les paysans comme une force révolutionnaire autonome, même dans le cas de révoltes triomphantes. Il pense qu'ils suivraient les plus énergiques, tout en constituant une menace pour la révolution.

Mûrs pour le socialisme

Et il explique pourquoi le salut n'apparaîtra que dans l'extension de la révolution à l'Europe industrialisée. Elle seule pourra, par son aide, combler le sous-développement et la pauvreté de l'industrie russe, formidables obstacles à l'édification d'une économie socialiste. Rappelons, une fois encore, que ces hypothèses sont avancées plus de dix ans avant la révolution et qu'alors tous les responsables du mouvement ouvrier voient l'Europe, principalement l'Allemagne, mûre pour le socialisme. Il y aura la guerre mondiale. Les socialistes se feront presque tous super-patriotes. La révolution sera trahie.

Deutscher dit: « Trotsky n'imaginait pas que la révolution chercherait à surmonter son isolement et sa faiblesse par le totalitarisme. » Nous entrons ici dans les discutables interprétations de Deutscher et elles mériteraient longuement la discussion. Plus loin, si l'auteur note les divergences entre Lénine et Trotsky, il n'en présente pas toujours avec clarté la nature.

L'honnêteté du témoignage de Deutscher permet, au moins, à n'importe quel lecteur de tirer ses propres conclusions et c'est un fait rare pour un historien évoquant cette période.

On est frappé, tout au long de ces sept cents pages de la richesse de pensée de Trotsky.

Je conclurai en citant cette formule, empruntée par André Breton à Trotsky: « Le socialisme signifiera un saut du règne de la nécessité dans le règne de la liberté, aussi en ce sens que l'homme d'aujourd'hui, plein de contradictions et sans harmonie, fraiera la voie à une nouvelle race plus heureuse. »

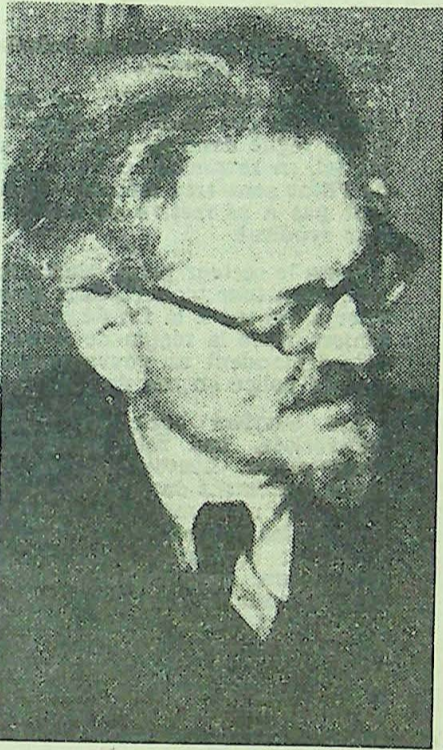
Emile Copfermann.

Je lis dans un hebdomadaire, à propos de la publication du « Prophète armé » que « Le lecteur français, désireux de connaître ce que furent réellement l'homme et l'œuvre se trouve, comme le prolétaire de Fourier, victime de « la pauvreté dans l'abondance », et cela me laisse perplexe. Abondance? Ou diable cet habile chroniqueur a-t-il tant trouvé d'ouvrages consacrés aussi bien au prosaïte errant dans une « planète, sans visa » (pour reprendre le titre de la protestation publiée autrefois par les surréalistes, à l'initiative d'André Breton), qu'à son œuvre?

Je croyais qu'au contraire ce qui caractérisait Trotsky c'était le silence dont on était parvenu à l'entourer. Les staliniens, accessoirement, l'évoquaient pour l'assassiner une seconde fois. Quant aux « hagiographes », pour reprendre les termes dudit chroniqueur, leurs minces moyens financiers les amenaient le plus souvent à des publications ronéotypées confidentielles (1).

Pour les militants

Pour nous, soulignons d'emblée l'intérêt du « Prophète armé ». Les militants de gauche y trouveront évoqués la plupart des sujets qui demeurent la clef de l'action socialiste. A travers l'évocation de la révolution russe, ils liront des réponses théoriques d'abord pressenties confusément, puis vérifiées dans la succession des événements. L'immense documenta-



(Keystone)

Léon TROTSKY.

tion brassée par Deutscher permet une vision globale de cette période décisive et dans la mesure où le biographe de Trotsky ne sous-estime rien d'essentiel, on voit mûrir peu à peu, se fortifier, se préciser une conscience révolutionnaire. Cela signifie-t-il que tout soit à porter au crédit de l'auteur. Je ne reprendrai pas à mon compte une conception tragique d'un soi-disant destin de Led Davidovitch Bronstein, qui affleure.

Pour ce qui concerne Trotsky, l'ironie concerne l'illusion de la révolution allemande, inéluctable, seule capable d'assurer la survie du mouvement russe. Cette illusion qui fut aussi celle de Lénine et de la plupart des chefs socialistes se trouva démentie par les faits. L'apparition puis le développement du chancre stalinien confirment au moins le pronostic théorique d'une révolution socialiste incapable de se développer sans altération dans un seul pays.

La révolution permanente

Autre thèse dont on se gaussa fort sous Staline et pas seulement chez les staliniens, celle de la révolution permanente. Deutscher lui consacre un excellent chapitre et rappelle qu'elle fut élaborée vers 1906.

En Russie tsariste l'absence d'une tradition bourgeoise, la prédominance des capitaux étrangers dans l'industrie, tout concourt à faire de la bourgeoisie un enfant mort-né.

Il appartient au prolétariat industriel d'assumer la direction de la révolution. Trotsky écrit que si elle n'échoue pas « la révolution aboutira

Vous qui partez en voyage...

Par le train, en voiture, en avion ou en bateau, qu'il s'agisse de croisière, de cure thermale, de camping, de séjour à l'hôtel ou en villa, tout voyage, en France ou à l'étranger, pose mille problèmes auxquels on pense souvent trop tard. « SAVOIR VOYAGER » pense à tout pour vous. Gisèle d'Assailly vous y enseigne, avec beaucoup d'humour, tout ce qu'il faut savoir pour effectuer dans les meilleures conditions possible le voyage — économique ou luxueux — que vous projetez. Toute la presse vous conseille de l'emporter avec vous.

« Un livre qui vous donne dix, cent, mille renseignements, conseils, petits trucs plus utiles et plus amusants les uns que les autres, (Figaro) - « l'ayant lu et relu on a envie de faire sa valise et de courir vers l'aventure — (Journal du Dimanche) — « L'art de vivre en voyage esquissé avec finesse et délicatesse... (Ici Paris) — « Véritable manuel pratique de l'art de voyager. (Revue du Touring Club). »

Et quand on songe aux sommes qu'on dépense inutilement au cours d'un voyage mal organisé, l'achat de ce vade-mecum du tourisme, amusant, abondamment illustré, élégamment relié, et qui ne coûte pourtant que 14 NF 85, représente, en même temps qu'une assurance contre toutes les déceptions, la source d'innombrables économies.

Mais hâtez-vous — car l'édition actuelle est près de s'épuiser — de commander cet ouvrage à la Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, qui vous l'adressera immédiatement franco de port et d'emballage.

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE (Serv. T.S.), 30, rue de Grenelle, Paris-7^e

Veuillez m'adresser franco SAVOIR VOYAGER

Je vous adresse ci-joint 14,85 NF par chèque bancaire chèque postal à votre C.C.P. Paris 13.995.31 mandat.

Nom Profession

Adresse

Pour la France métropolitaine seulement. Hors métropole, l'expédition sera faite contre remboursement des frais de port



Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Publicité :

Geneviève Mesguiche
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e.

Le nouveau gouvernement espagnol

À cours des grèves qui ont secoué l'Espagne ces derniers temps, les milieux officiels faisaient état de changements qui devaient intervenir dans le gouvernement espagnol. Franco précisait-on, était très irrité par les grèves et se plaignait de la maladresse d'un certain nombre de ses ministres, ainsi que de la bêtise congénitale du patronat espagnol. Bref, il fallait bien comprendre que le chef de l'Etat entendait manifester son souci de libéralisation, en appelant un certain nombre de personnalités bien connues pour leurs sentiments « sociaux » à partager les responsabilités du pouvoir.

On allait voir ce qu'on allait voir. On a vu. Le remaniement qui vient d'avoir lieu et au cours duquel le général Munoz Grande a été nommé vice-président du gouvernement, chargé de remplacer le chef de l'Etat en cas de maladie ou de vacances, représente en fait un durcissement du pouvoir. Franco tout en gardant les ministres qui se sont opposés à toute concession aux travailleurs, a introduit de nouveaux militaires et de nouveaux membres de l'Opus Dei, au gouvernement.

On est frappé également par le fait que les nouveaux ministres, tels le général Pablo Alonzo, ou le vice-amiral Nicto Antunez, sont des amis personnels du « Caudillo ». Comme à toutes les époques difficiles de son régime, Franco s'entoure d'inconditionnels.

La réponse est donc claire. Aux revendications des travailleurs, Franco répond par la répression la plus sauvage en s'appuyant sur l'armée et les secteurs les plus réactionnaires de l'Eglise. La personnalité même de Munoz Grande, ancien chef de la « Division bleue » dont les sinistres exploits en U.R.S.S. lui valurent d'être décoré par Hitler en personne, prend valeur de provocation à l'égard de la classe ouvrière.

Pendant ce temps la répression s'accroît.

Une répression féroce

Si pendant le déroulement des grèves et devant leur force imposante, le gouvernement avait évité de prendre des mesures de répression spectaculaires, il prend sa revanche depuis.

Suivant une technique connue, c'est après qu'il exerce ses rigueurs en emprisonnant ou torturant tous ceux dont il pense qu'ils ont pu jouer un rôle dans le mouvement gréviste. Mieux, tous ceux qui, à quelque titre, apparaissent comme des opposants, sont impitoyablement pourchassés.

A Bilbao on apprend, que le peintre Ibarrola a été sauvagement torturé au point de tenter de se suicider. Le critique José Maria Galvan, qui eut le tort de se déclarer solidaire des grévistes, au cours d'une conférence publique, est arrêté. Tout comme Eva Sastre, femme de l'auteur dramatique Alfonso Sastre, ou l'écrivain Dolores Medio. Sans parler de tous les militants inconnus, qui remplissent les prisons de Franco depuis un mois.

On ne peut considérer tout ceci que comme un aveu de faiblesse. La personnalité même des arrêtés est souvent significative. Très fréquemment, il s'agit de parents ou de fils, de propres partisans du régime, tel Sanchez Mazas. Les bases sociales du régime ne cessent de se restreindre.

A l'inverse et malgré la répression, la classe ouvrière est de plus en plus consciente de ses responsabilités, et de nouvelles batailles se préparent. Les difficultés du régime restent aussi grandes. Il n'est que de constater les hésitations du Pouvoir devant les options européennes pour réaliser combien la politique franquiste reste velléitaire.

Franco se survit, plus qu'il ne domine la situation. Le problème de son remplacement est posé.

Vers quelle transition

Ceci est parfaitement compris par la plupart des forces d'opposition qui déploient une très grande activité, sans que leurs efforts soient toujours justes.

La conférence de Munich, qui fit quelque bruit il y a quelques semaines, a montré que pour un certain nombre de forces, toutes les alliances étaient possibles du moment qu'elles unissaient les opposants. Mais la fragilité de telles alliances devait immédiatement éclater. A peine de retour, Gil Robles, selon une procédure qui lui est propre, multipliait les déclara-

tions contradictoires, se voyant désavoué par Don Juan, et se retrouvait gros-Jean comme devant. De même que tous ceux qui se réclamant du socialisme, n'avaient pas hésité à multiplier les contacts avec celui qui dirigea la répression contre les mineurs en 1934.

De son côté, le Parti communiste espagnol, en soutenant d'une part, les conclusions de Munich, en maintenant son appel à la grève nationale pacifique, en réclamant enfin la constitution d'un « gouvernement de concentration nationale » dans lequel

que l'on peut se poser à partir de ce point de vue. Pas plus qu'ils ne répondent aux questions que se posent les travailleurs espagnols.

Sans faire de démagogie inutile sur les accords de sommet ou la distorsion entre exilés et combattants de l'intérieur, il est certain qu'au niveau des socialistes espagnols qui luttent sur le terrain, les questions débattues sont d'une toute autre nature.

Et notamment sur la violence, dont assurément personne ne veut prendre la responsabilité de la déclencher inutilement, mais dont



(Keystone.)

Voici une photographie du général Munoz Grande, nouveau ministre de la Défense espagnole, prise au moment où il commandait la « Division bleue ».

seront représentées toutes les forces antifranquistes de droite et de gauche sans exception », ne contribue pas à éclairer les perspectives.

A la vérité, le problème tel qu'il est posé, est de savoir comment il est possible d'élever le niveau de combativité de la classe ouvrière, de renforcer l'alliance avec le prolétariat agricole qui n'existe qu'en germe, d'intégrer dans la lutte les intellectuels et étudiants, ainsi que quelques couches de la petite bourgeoisie.

Les appels à la transition pacifique ne répondent à aucune des questions

l'usage ne peut être exclu pour favoriser le passage à des forces, qui jusqu'ici avaient fermement soutenu le franquisme.

A ce jeu-là on risque de se retrouver avec un nouveau régime qui préserve pour l'essentiel, les caractéristiques de celui-ci.

Reste, que la bataille présente et immédiate est la lutte contre la répression. Franco, dans son remaniement ministériel annonce la couleur.

Laissons-nous nos camarades espagnols une fois de plus seuls ?

Christiane Guerche.

VOUS POUVEZ AIDER LE P.S.U.

à trouver les locaux qui lui sont indispensables

Pour permettre à ses organismes de travailler dans de bonnes conditions
Pour développer ses moyens d'organisation

PARTICIPEZ A L'OPERATION "LA MAISON DU P.S.U."

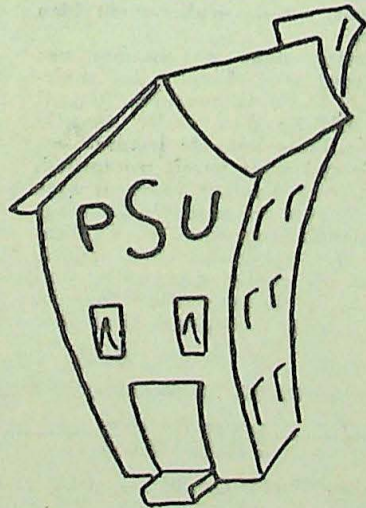
(Découpez et adressez ce bulletin au P.S.U., 8, rue Henner, PARIS-9^e)

Veuillez me faire savoir comment je peux participer à l'opération « LA MAISON DU P.S.U. »

Signature :

Nom

Adresse



A la Rentrée scolaire :

Semaine d'action des professeurs de lycées

LETONTURIER, secrétaire de la section de l'Académie de Paris au SNES (Syndicat national de l'enseignement secondaire), a donné mardi 10 juillet une conférence de presse. La plupart des journaux ont retenu surtout de cet exposé l'annonce que les professeurs de lycée n'assureraient la prochaine rentrée scolaire qu'à partir du 24 septembre, alors que la date en a été officiellement fixée au 21.

Letonturier a en effet déclaré :

« La majorité des enseignants de notre académie sont retenus pour le baccalauréat jusqu'au 13 juillet et non jusqu'au 7, comme l'avait indiqué le ministère. Nous sommes donc décidés à appliquer avec discipline le mot d'ordre de notre syndicat au plan national : rentrée effective les 21 et 22 (au lieu des 17 et 18) assurée par les seuls professeurs n'ayant pas été retenus par la correction du baccalauréat. »

Mais en réalité, à travers ce problème de la durée des vacances des maîtres du second degré, Letonturier a abordé l'ensemble des problèmes que posent les difficiles conditions de la prochaine rentrée scolaire et la situation des professeurs de lycées.

En effet, le ministère de l'Education nationale semble s'acharner à rendre leur travail plus difficile. Il continue à avoir recours systématiquement aux heures supplémentaires qui sont non payées et permettent de ne pas créer les nouveaux postes cependant indispensables. Il laisse du même coup s'accroître massivement les effectifs des classes, au détriment des élèves autant que des professeurs.

Letonturier a également critiqué la politique de constructions scolaires pratiquée par le ministère.

« Au budget de 1962, a-t-il dit, la commission académique de la carte scolaire avait demandé 162 millions de NF de crédits d'équipement classique et moderne ; seulement 38 millions de NF ont été accordés. Pour 1963, la commission, après avoir réclamé 251 millions de NF, a réduit ses demandes à 112. Le ministère a décidé de n'inscrire que 41 millions. C'est l'expression d'une politique de réforme de l'enseignement à bon marché. »

C'est pour cet ensemble de raisons que sera organisée, à partir de la rentrée, une semaine nationale d'action sous des formes diverses. Celle-ci pourra comprendre une grève, dont les modalités seraient fixées par le Conseil national du S.N.E.S., qui se réunira le 13 septembre.

VIENNENT DE PARAITRE CAHIERS DU C.E.S.

viennent de paraître le n° 17 : 1,5 NF
PERSPECTIVES POLITIQUES
DU MOUVEMENT OUVRIER
FRANCAIS
Abonnement : 15 cours, 21 NF ;
30 cours, 40 NF ; 55 cours, 66 NF.
Règlement : Tribune Socialiste,
CCP 5826-65 Paris.

FICHES DE FORMATION

viennent de paraître
les Fiches 6, 7 et 8
SERIE CONNAISSANCE
DU MONDE OUVRIER
N° 6. — 1914-1930. La première
guerre mondiale et la scission du
monde ouvrier.
N° 7. — 1930-1938. La grande crise
économique, la menace fasciste, le
Front populaire et son échec.
SERIE VIE DU PARTI
N° 8. — Les structures du P.S.U.
Chaque Fiche : 0,5 NF.
Abonnement : 10 Fiches, 5 NF.
Règlement : Tribune Socialiste,
CCP 5826-65 Paris.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

" CONGO VIVO "

de Giuseppe BENNATI



Livres

EXPLICATION DE L'ESPAGNE

L'ESPAGNE étant au goût du jour, les éditeurs s'en inquiètent. D'où une multitude d'ouvrages dont le sérieux laisse à désirer. Et parfois l'utilité.

Les deux livres dont nous parlerons ici tranchent sur cette grisaille. Mais certes pas pour les mêmes raisons.

Si notre amie Elena de la Souchère vient de publier une « Explication de l'Espagne », qui nous apparaît comme indispensable à tout lecteur préoccupé des questions espagnoles, les Editions Sociales, elles, ont fait paraître sous le titre de « 986 jours de lutte » un très méchant ouvrage sur la guerre d'Espagne, dont il est impossible de ne pas signaler les contre-vérités, et l'odieuse transformation du comportement des uns et des autres au cours de la guerre civile.

Plaise aux rédacteurs du Parti communiste espagnol (il n'y a pas de nom d'auteur) d'écrire l'histoire à leur manière. Nous ne sommes pas ici pour relever les multiples inexactitudes de détail qui parsèment « l'ouvrage », mais ce qui paraît incroyable, c'est de retrouver dans un texte qui a toutes les allures d'une version officielle, les accusations sur le Pout, noyau d'agents franquistes et pourquoi pas nazis, et autres bagatelles de même ordre. Sur ce point comme sur d'autres, nous conseillons encore aux ca-

marades de lire « La Guerre et la Révolution d'Espagne » de Broué et Temime, paru il n'y a guère.

Toutes autres sont les préoccupations de Elena de la Souchère. On ne peut manquer d'être frappé par l'intelligence avec laquelle l'auteur met en place l'ensemble des éléments qui constituent aujourd'hui la réalité espagnole.

Si je dis qu'en le lisant j'ai eu le sentiment que le scénario était parfaitement en place, ce n'est pas du tout péjoratif. Bien au contraire.

Son analyse de l'homme ibérique, opposé — relativement — au castillan bien connu, est tout à fait originale et percutante. De même, tout le chapitre II concernant les « fueros » si mal connus en France et des Espagnols eux-mêmes, est particulièrement bien venu.

Certes, nous ne sommes pas d'accord avec chacune des analyses de E. de la Souchère. Mais il est difficile d'en parler dans le cadre d'une note de lecture.

Ce qui nous paraît primordial, c'est que l'auteur se meut avec une aisance remarquable dans tout ce monde hispanique. Son explication est cohérente. Son amitié pour les choses espagnoles certaine. Sa documentation fournie.

Un livre à lire, et à faire lire.

C. G.

LE film de Bennati retrace l'aventure d'un journaliste italien (G. Ferzetti) qui, ayant vécu à Léopolville, les journées décisives de l'indépendance du Congo y revient un an plus tard en 1961 pour y rencontrer Mobutu, Kasavubu... et son passé personnel qui se réduit à un amour problématique entre lui et la femme d'un ingénieur ; celle-ci (Jean Seberg), violée par un Noir, est traumatisée et ne peut se donner tout à fait au journaliste.

Bennati a conçu un scénario qui donnait la vedette à cette histoire individuelle et réduisait l'histoire de la République congolaise au niveau de cadre folklorique : le film se donne au bout du compte comme un tableau tronqué de cette histoire. Le problème d'un pays demande pour être compris qu'il soit posé de façon objective ; or, là, non seulement aucun jugement n'est porté sur le colonialisme belge mais l'on se permet par exemple des réflexions plaisantes sur la montée en grade des sous-officiers noirs : « La nouvelle république est dirigée par des sergents et des dactylos. Pourquoi n'y montre-t-on pas que ceci est le résultat d'une politique de balkanisation du gouvernement belge qui avait adopté le principe : « Diviser pour régner » et refusé de former des cadres ?

On ne peut comprendre l'attitude d'un peuple soudain libre sans légitimer cette attitude en fonction des brimades passées, en fonction des oppositions idéologiques entre les différents chefs (cf. l'Algérie d'aujourd'hui). L'assassinat de Lumumba était signé par les impérialistes. Rien de tout cela n'est dit dans le film. Rien n'est dit sur la place qu'a su se ménager Tschombé vis-à-vis du gouvernement belge pour faire du Katanga un pays toujours soumis aux trusts occidentaux et au néo-colonialisme.

Rien sur la position des pays de l'Est vis-à-vis de l'indépendance congolaise et la sympathie que ces pays vouaient à Lumumba, partisan de l'unité du Congo.

Ce ne sont pas quelques bandes

d'actualités savamment dosées qui rendront compte de l'objectivité de l'auteur. Le Congo ex-belge a droit à son « come back Africa ».

Quelques passages du film restent intéressants. Ils ont tous trait à l'évolution d'un couple noir : Abbé qui croit en l'indépendance et sa fiancée qui le stimule pour qu'il accède à une place importante sont les deux seuls personnages sains du film ; ils attendent patiemment la fin d'un enfantement douloureux : le Congo libre, né en 1960. Suit une réflexion de la fiancée : « J'espère que nos enfants ne mettront pas si longtemps à naître. » Cette remarque est révélatrice de l'inséparable évolution de deux réalités dynamiques : celle de l'Africain s'émancipant, et celle, collective d'un pays qui devient libre. Cette interaction est significativement montrée par le plus beau passage du film où la personne humaine est symbolique du Congo : Abbé caresse sa fiancée allongée sur l'herbe ; en lui touchant le front, il dit : « Ça, c'est le pôle Nord », les genoux : « Ça, c'est le pôle Sud », la main droite : « Ça, c'est l'Amérique », la main gauche : « Ça, c'est la Russie. » Puis la prenant à la taille et la serrant de toutes ses forces, il lui fait cette sublime déclaration : « Ça, c'est le Congo. »

Devant une telle image, on se plaît à rêver de ce qu'aurait pu être le film si l'auteur avait voulu nous montrer le peuple africain en lutte, essayant de résoudre ses problèmes personnels en fonction du bouleversement social qui concernait chaque Noir et modifiait sa vie. Au lieu de cela c'est une pénible histoire amoureuse — ou plutôt froide — entre une femme blanche et un journaliste inconsistant (le parallèle avec le couple noir s'impose immédiatement !)

Il reste un portrait humain, vrai, d'un révolutionnaire lucide, qui d'ailleurs se fait tuer par des anti-lumumbistes. C'est trop peu. Bennati s'intéresse davantage au problème du sexe qu'à l'émancipation de l'Afrique.

Pierre Uytterhoeven.

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 18 au 24 juillet

La morte saison des amours
de Pierre KAST

Au même programme, un moyen et court métrage de Christ-MARKER :
Lettre de Sibérie et Dimanche à Pékin
(Permanent tous les jours
de 14 h. à 24 h.)

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 18 au 24 juillet

VAINQUEURS ET VAINCUS

et

LES HEROS DE STALINGRAD